

Informations de base	
2020/2115(INI)	Procédure terminée
INI - Procédure d'initiative	
Connectivité et relations UE-Asie	
Subject	
3.20.15 Coopération et accords en matière de transport	
6.40.08 Relations avec les pays d'Asie	

Acteurs principaux																			
Parlement européen	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Commission au fond</th> <th>Rapporteur(e)</th> <th>Date de nomination</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>AFET Affaires étrangères</td><td>BÜTIKOFER Reinhard (Greens/EFA)</td><td>02/04/2020</td></tr> <tr> <td></td><td>Rapporteur(e) fictif/fictive DELI Andor (EPP) OLEKAS Juozas (S&D) DZHAMBАЗКИ Angel (ECR) MARIANI Thierry (ID)</td><td></td></tr> </tbody> </table> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Commission pour avis</th> <th>Rapporteur(e) pour avis</th> <th>Date de nomination</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>INTA Commerce international (Commission associée)</td><td></td><td></td></tr> <tr> <td>TRAN Transports et tourisme (Commission associée)</td><td>DZHAMBАЗКИ Angel (ECR)</td><td>11/09/2020</td></tr> </tbody> </table>	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination	AFET Affaires étrangères	BÜTIKOFER Reinhard (Greens/EFA)	02/04/2020		Rapporteur(e) fictif/fictive DELI Andor (EPP) OLEKAS Juozas (S&D) DZHAMBАЗКИ Angel (ECR) MARIANI Thierry (ID)		Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination	INTA Commerce international (Commission associée)			TRAN Transports et tourisme (Commission associée)	DZHAMBАЗКИ Angel (ECR)	11/09/2020
Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination																	
AFET Affaires étrangères	BÜTIKOFER Reinhard (Greens/EFA)	02/04/2020																	
	Rapporteur(e) fictif/fictive DELI Andor (EPP) OLEKAS Juozas (S&D) DZHAMBАЗКИ Angel (ECR) MARIANI Thierry (ID)																		
Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination																	
INTA Commerce international (Commission associée)																			
TRAN Transports et tourisme (Commission associée)	DZHAMBАЗКИ Angel (ECR)	11/09/2020																	

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
17/09/2020	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
17/09/2020	Annonce en plénière de la saisine des commissions associées		
10/12/2020	Vote en commission		
17/12/2020	Dépôt du rapport de la commission	A9-0269/2020	Résumé
19/01/2021	Débat en plénière		

21/01/2021	Décision du Parlement	T9-0016/2021	Résumé
21/01/2021	Résultat du vote au parlement		
21/01/2021	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2020/2115(INI)
Type de procédure	INI - Procédure d'initiative
Sous-type de procédure	Rapport d'initiative
Base juridique	Règlement du Parlement EP 55 Règlement du Parlement EP 57_o
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 165
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	AFET/9/03574

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE660.104	28/10/2020	
Avis de la commission	INTA	PE657.395	11/11/2020	
Amendements déposés en commission		PE661.782	24/11/2020	
Avis de la commission	TRAN	PE657.369	02/12/2020	
Rapport déposé de la commission, lecture unique		A9-0269/2020	17/12/2020	Résumé
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T9-0016/2021	21/01/2021	Résumé

Connectivité et relations UE-Asie

2020/2115(INI) - 21/01/2021 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 526 voix pour, 43 contre et 119 abstentions, une résolution sur la connectivité et les relations Union européenne-Asie.

Les députés ont relevé qu'une grande partie du potentiel entre l'Europe, l'Asie et les autres continents reste inexploitée en raison notamment du manque d'infrastructures physiques et numériques. L'importance d'une stratégie de connectivité efficace de l'UE a été encore soulignée par la pandémie COVID-19, qui a mis en évidence les faiblesses et les forces des réseaux de connectivité européens et mondiaux.

Principes de la stratégie de connectivité

Le Parlement a encouragé la Commission et le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) à élaborer une stratégie de connectivité mondiale de l'Union, qui serait une extension de la stratégie actuelle de connectivité Union européenne-Asie. Cette stratégie permettrait de renforcer rôle de l'Union en tant qu'acteur géopolitique et géoéconomique incontournable et de premier plan et de fixer les conditions permettant à l'Europe de coopérer avec d'autres pays au niveau bilatéral et multilatéral afin de promouvoir une connectivité durable sur le plan fiscal, économique, social et environnemental.

La stratégie devrait aborder de manière globale un large éventail de dimensions politiques, économiques, culturelles, de durabilité et de sécurité, sur la base des valeurs fondamentales de l'UE.

Les députés ont invité tous les pays européens à adhérer à la stratégie de l'UE en matière de connectivité, y compris les pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE), des Balkans occidentaux et du voisinage européen, et à intégrer de manière fonctionnelle les différentes régions en développement. Le Royaume-Uni est également encouragé à joindre ses forces à celles de l'UE pour promouvoir la connectivité internationale stratégique.

Gouvernance de la stratégie

La stratégie devrait être suivie et coordonnée avec la recherche de connectivité interne au sein de l'UE et entre l'UE et ses membres potentiels, comme par le biais du réseau transeuropéen de transport (RTE-T) ou de « l'initiative des trois mers », en renforçant les valeurs, les normes et les intérêts communs et en assurant une appropriation partagée de la stratégie par les institutions de l'UE et les États membres.

Le Parlement a proposé d'ouvrir un dialogue régulier sur la mise en œuvre de la stratégie au sein du groupe de commissaires pour une Europe plus forte sur la scène internationale, qui agirait en qualité d'organe de coordination de la connectivité. En outre, le Parlement, le Conseil, les États membres et les parlements nationaux devraient tous être impliqués dans la stratégie. La Commission devrait rédiger des rapports réguliers sur l'avancement de la mise en œuvre de la stratégie.

Les banques de développement, les agences d'investissement et les organismes de crédit à l'exportation européens et des États membres devraient jouer un rôle central dans la gestion des investissements dans les projets de connectivité internationale.

Pour que la stratégie soit crédible, elle devrait être dotée des outils et des moyens nécessaires pour la mettre en œuvre à une échelle qui soit à la hauteur de son ambition. Des ressources publiques suffisantes devraient être allouées dans le cadre du cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027.

Priorités de la stratégie

Les députés estiment que, tout en suivant une approche multidimensionnelle, la stratégie devrait être clairement axée sur un ensemble définitif de priorités telles que, entre autres : la transition verte, les transports, la transformation numérique ; la santé, le commerce, l'investissement et la sécurité.

Partenariats pour la connectivité

Le Parlement a salué la création du partenariat UE-Japon sur la connectivité durable et les infrastructures de qualité, qui met l'accent sur la connectivité durable avec les Balkans occidentaux, l'Europe de l'Est, l'Asie centrale, l'Indo-Pacifique et l'Afrique. Il a également salué les négociations en cours en vue de la mise en place d'un partenariat de connectivité avec l'Inde. Il s'est prononcé en faveur d'un partenariat de connectivité avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE).

La Russie et la Turquie ont également intérêt à devenir parties prenantes de la connectivité entre l'UE et l'Asie. Les députés sont prêts à s'associer avec eux dans la mesure du possible. Ils ont toutefois regretté que les projets financés par la Chine en Asie centrale manquent de transparence. Ils ont souligné la nécessité d'une coopération en matière de connectivité avec Taïwan.

Les députés ont estimé que l'UE devrait renforcer sa coopération avec les États-Unis.

Connectivité mondiale

Le Parlement a insisté sur le fait que la stratégie doit accorder une attention particulière à la connectivité avec le voisinage européen et avec le continent africain voisin, étant donné sa pertinence géopolitique croissante pour plusieurs acteurs mondiaux.

Enfin, la Commission devrait présenter une nouvelle approche de la communication avec un texte clair afin de créer une visibilité adéquate et une responsabilité suffisante pour les politiques de connectivité de l'UE et leurs résultats.

Connectivité et relations UE-Asie

2020/2115(INI) - 17/12/2020 - Rapport déposé de la commission, lecture unique

La commission des affaires étrangères a adopté un rapport d'initiative de Reinhard BÜTIKOFER (Verts/ALE, DE) sur la connectivité et les relations UE-Asie.

Le rapport note qu'une grande partie du potentiel entre l'Europe, l'Asie et les autres continents reste inexploitée en raison notamment du manque d'infrastructures physiques et numériques. L'importance d'une stratégie de connectivité efficace de l'UE a été encore soulignée par la pandémie COVID-19, qui a mis en évidence les faiblesses et les forces des réseaux de connectivité européens et mondiaux.

Principes de la stratégie de connectivité

Le rapport met l'accent sur le rôle que joue la connectivité dans les relations géopolitiques de l'UE et de ses États membres et souligne le fait que la connectivité, en tant qu'orientation fondamentale de l'Union européenne, est profondément ancrée dans l'approche de l'UE face aux défis nationaux et internationaux.

Les députés ont exhorté la Commission et le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) à créer une stratégie globale de connectivité de l'UE dans le prolongement de l'actuelle stratégie de connectivité UE-Asie, dans le but de renforcer le rôle de l'UE en tant que véritable et indispensable acteur géopolitique et géoéconomique.

La stratégie devrait aborder de manière globale un large éventail de dimensions politiques, économiques, culturelles, de durabilité et de sécurité, sur la base des valeurs fondamentales de l'UE.

Les députés ont invité tous les pays européens à adhérer à la stratégie de l'UE en matière de connectivité, y compris les pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE), des Balkans occidentaux et du voisinage européen, et à intégrer de manière fonctionnelle les différentes régions en développement. Le Royaume-Uni est également encouragé à joindre ses forces à celles de l'UE pour promouvoir la connectivité internationale stratégique.

Gouvernance de la stratégie

La stratégie devrait être suivie et coordonnée avec la recherche de connectivité interne au sein de l'UE et entre l'UE et ses membres potentiels, comme par le biais du réseau transeuropéen de transport (RTE-T) ou de « l'initiative des trois mers », en renforçant les valeurs, les normes et les intérêts communs et en assurant une appropriation partagée de la stratégie par les institutions de l'UE et les États membres.

Soulignant la nature multidimensionnelle de la stratégie, qui nécessitera une coordination efficace des politiques et des projets existants en matière de connectivité et d'interopérabilité internationales, les députés attendent que la coordination existante entre le SEAE et les directions générales de la Commission soit renforcée à cet égard. En outre, le Parlement, le Conseil, les États membres et les parlements nationaux devraient tous être impliqués dans la stratégie.

Les banques de développement, les agences d'investissement et les organismes de crédit à l'exportation européens et des États membres devraient jouer un rôle central dans la gestion des investissements dans les projets de connectivité internationale.

Pour que la stratégie soit crédible, elle devrait être dotée des outils et des moyens nécessaires pour la mettre en œuvre à une échelle qui soit à la hauteur de son ambition. Des ressources publiques suffisantes devraient être allouées dans le cadre du cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027.

Priorités de la stratégie

La stratégie devrait également être clairement axée sur un ensemble définitif de priorités telles que, entre autres : la transition verte, les transports, la transformation numérique ; la santé, le commerce, l'investissement et la sécurité.

Partenariats pour la connectivité

La commission parlementaire a salué la création du partenariat UE-Japon sur la connectivité durable et les infrastructures de qualité, qui met l'accent sur la connectivité durable avec les Balkans occidentaux, l'Europe de l'Est, l'Asie centrale, l'Indo-Pacifique et l'Afrique. Elle espère que l'UE et le Japon promouvront activement le partenariat pour la connectivité auprès des groupes cibles concernés et parviendront à donner un coup de fouet à la mise en œuvre du partenariat au cours du premier semestre 2021.

La Russie et la Turquie ont également intérêt à devenir parties prenantes de la connectivité entre l'UE et l'Asie. Les députés sont prêts à s'associer avec eux dans la mesure du possible. Ils ont toutefois regretté que les projets financés par la Chine en Asie centrale manquent de transparence.

Les députés ont estimé que l'UE devrait renforcer sa coopération avec les États-Unis.

Connectivité mondiale

Le rapport a insisté sur le fait que la stratégie doit accorder une attention particulière à la connectivité avec le voisinage européen et avec le continent africain voisin, étant donné sa pertinence géopolitique croissante pour plusieurs acteurs mondiaux.

Enfin, la Commission devrait présenter une nouvelle approche de la communication avec un texte clair afin de créer une visibilité adéquate et une responsabilité suffisante pour les politiques de connectivité de l'UE et leurs résultats.